

CE MONDE QUI BOUGE

Liban, le mépris de Bush

Par Hassane Zerrouky



La guerre ne devait durer qu'une semaine, voire deux au plus. Finalement, elle a duré 34 jours. Le bilan est désastreux et il faudra du temps et de l'argent bien sûr pour que le Liban reconstruise ce qui a été détruit. Qu'on en juge ! La destruction de 630 km d'autoroutes et de routes, de 145 ponts et bretelles, de 900 usines, supermarchés, commerces et fermes, de 7 000 logements et de 29 installations vitales — aéroport de Beyrouth, ports, réservoirs d'eau, stations d'épurations et centrales électriques —, s'élève à 6 milliards de dollars selon les estimations de l'économiste libanais, Marwan Iskandar.

Ce à quoi s'ajoutent la destruction des relais de télévision, de radio et de téléphonie, des sites religieux musulmans et chrétiens. En plus, sur le million de personnes ayant fui les bombardements israéliens, ils sont plusieurs dizaines de milliers dont les logements ont été totalement détruits. Les pertes humaines — plus d'un millier de civils tués — et 3700 blessés, laisseront des traces profondes dans ce pays qui, en 33 ans, a été le théâtre principal de la confrontation avec Israël.

Le cessez-le-feu, accepté sous la contrainte par Israël, ne signifie pas que ce pays a renoncé à la guerre. La résolution 1701 du Conseil de sécurité ne condamne pas son agression, ne lui impose pas de se retirer du Sud-Liban et, pire, elle n'exige pas d'Israël de lever le blocus maritime, terrestre et aérien qu'il a imposé au Liban. Pis, Ehud Olmert a déclaré devant le Parlement israélien qu'il se réserve le droit de traquer les dirigeants du Hezbollah. Autrement dit, en dépit du cessez-le-feu, il n'hésitera pas à appuyer sur la gâchette pour liquider les responsables du «Parti de Dieu». Le chef du gouvernement israélien est d'ailleurs conforté par le soutien exprimé lundi par George Bush pour qui le Liban «est l'un des trois fronts de la guerre contre le terrorisme» et que cette guerre fait partie d'un combat plus vaste dans toute la région entre la liberté et le terrorisme». Dans ces conditions, la trêve observée de part et d'autre, car au fond il ne s'agit que de cela, demeure bien précaire. D'autant que sur le terrain, les positions militaires israéliennes et du Hezbollah sont imbriquées à un point tel, qu'il faudrait un miracle pour que le cessez-le-feu, jusque-là globalement respecté depuis son entrée en vigueur, ne soit pas violé.

De plus, la force internationale d'interposition, que l'ONU se propose de mettre en place, ainsi que le déploiement de l'armée libanaise restent tributaires du bon vouloir d'Israël. Ce dernier pose comme préalable à son retrait du Sud-Liban celui des forces du Hezbollah et leur désarmement. Qui plus est, l'armée israélienne a dispersé des tracts mardi en tirant un obus depuis la mer sur la ville de Tyr, appelant les Libanais à ne pas regagner les villages du sud du pays «avant le déploiement de l'armée» libanaise.

Autrement dit, elle souhaite maintenir ce bout de territoire libanais sous contrôle militaire, créant ainsi une sorte de «No man's land».

Or, de son côté, le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, qui crie victoire, parce qu'Israël a échoué dans son entreprise de le vaincre militairement et de le démanteler, estime qu'il est hors de question que son mouvement soit désarmé tant qu'Israël ne se retirera pas du Sud-Liban.

Mieux, il a mis en garde ceux, parmi le gouvernement libanais, qui lui ont demandé de désarmer. Et il en appelle aux Libanais de le soutenir. Voilà qui ne présage rien de bon sur le proche avenir.

D'autant que les pays arabes, qui ont envoyé une délégation à New York pour convaincre le Conseil de sécurité de prendre en compte les «amendements» du gouvernement libanais, ont lamentablement échoué.

George Bush, dont le pays use du droit de veto, dès lors qu'il s'agit de condamner Israël, voire de l'obliger à appliquer une quelconque résolution le concernant, fait montre à l'égard de ces mêmes pays arabes d'un mépris qu'aucun de ses prédécesseurs, ni Bush père ni Clinton, n'a fait.

H. Z.

DEPLOIEMENT DE LA FINUL AU SUD-LIBAN DANS DEUX SEMAINES

Une quarantaine de nations intéressées

Les Nations unies espèrent que le début du déploiement d'une force intérimaire, Finul intervienne dans deux semaines au Sud-Liban pour superviser la trêve observée entre Israël et le Hezbollah. Une quarantaine de nations semblent intéressées à participer à cette nouvelle force de l'ONU et ils se réunissent aujourd'hui à New York pour débattre des futures règles d'engagement.

Le commandant des Casques bleus, le général français Alain Pellegrini, a tenu hier, la seconde réunion en trois jours avec des officiers libanais et israéliens au poste-frontière de Ras-Naouqra. Les discussions visaient à «coordonner le processus de retrait (israélien) et le déploiement consécutif de l'armée libanaise dans des secteurs spécifiques du Sud», selon des sources libanaises.

Les règles d'engagement de la future Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul) seront au centre de la réunion d'experts de l'ONU et plusieurs pays contributeurs potentiels.

«Lors de cette réunion, le groupe de travail se penchera sur les règles d'engagement de la future Finul», a indiqué un responsable onusien, précisant que ces règles seront «musclées».

«Ces règles d'engagement, a-t-il souligné, sont un élément crucial dans la prise de décision des différents contributeurs potentiels». Plusieurs pays, une quarantaine en tout, ont fait part de leur disposition à participer à cette force destinée à consolider le cessez-le-feu, en vigueur depuis lundi matin. Il s'agit entre autres de la Turquie, l'Indonésie, l'Italie, la Malaisie et l'Espagne qui ont donné leur accord pour participer à la force internationale, selon le porte-parole du gouvernement libanais mais à

condition que «toutes les parties libanaises donnent leur accord».

Le gouvernement libanais a discuté hier soir de la date du déploiement de son armée au Sud. Sans fixer de date, des responsables libanais avaient annoncé mardi que le déploiement de 15 000 militaires au sud du fleuve Litani débuterait «dans les deux prochains jours».

Pour rappel, la résolution 1701 du Conseil de sécurité, qui appelle à la cessation des hostilités, prévoit le déploiement dans le sud du Liban d'une Finul renforcée de 15 000 hommes contre 2 000 actuellement, en appui de l'armée libanaise par Beyrouth, parallèlement au retrait de l'armée israélienne, rappelle-t-on.

Soutenu par la France qui insiste sur un déploiement des soldats libanais «préalable» à celui de la force des Nations unies. L'ONU compte sur la France, en première ligne dans les négociations qui ont précédé l'arrêt des combats, pour fournir l'ossature de la future Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul), dont elle souhaite qu'une avant-garde de plus de 3 000 hommes soit sur le terrain dans 15 jours au maximum. Pour sa part, «la France est prête à participer à la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul) renforcée mais veut au préalable le déploiement de l'armée libanaise au Liban-Sud», a affirmé hier à la presse le ministre français des Affaires étrangères, Philippe Douste-Blazy.

Ainsi, le déploiement d'une Finul renforcée, avec des effectifs portés de 2 000 à 15 000 hommes et un mandat élargi, pour épauler un retour de l'armée libanaise dans le Sud parallèlement au retrait israélien, est prévu par la résolution 1701. Mais la trêve entrée en vigueur lundi reste fragile. Le

Hezbollah a annoncé qu'il refusait de désarmer dans l'immédiat, comme prévu par la résolution de l'ONU, même s'il a répété vouloir «faciliter le déploiement de l'armée libanaise» au Liban-Sud, un territoire qu'il contrôle depuis six ans. Le Hezbollah s'est déclaré, hier, favorable au déploiement de l'armée libanaise au Liban-Sud, rapportent des agences de presse. «Bienvenue à l'armée libanaise au Liban-Sud. Nous allons faciliter son déploiement et dans le même temps le Hezbollah reste au Liban-Sud», a affirmé hier à Tyr Nabil Qaouk, le responsable politique du mouvement pour le Liban au Sud.

Ses combattants, pendant un mois, sont réapparus au grand jour, à Baalbeck dans l'est du Liban, dans la banlieue sud chiite de Beyrouth, qui est aussi l'un de leurs fiefs, ainsi que dans des villages détruits du sud du Liban.

D'un autre côté, l'armée libanaise a également entamé la reconstruction des ponts et l'acheminement du matériel au nord du fleuve Litani (sud), en vue de son déploiement prévu après le retrait israélien. «Les ponts et les routes seront praticables dès jeudi», a assuré un responsable militaire, précisant que l'armée libanaise «est aussi en train de rassembler des forces et de l'équipement au nord du Liban en attendant l'ordre de déploiement». Israël avait de son côté prévenu lundi qu'il n'accepterait aucune «atteinte à sa souveraineté». Le chef d'état-major Dan Haloutz, selon une source parlementaire, a envisagé hier que son armée puisse rester pendant des mois au Liban-Sud, dans l'attente d'un déploiement complet de la Finul. Le général Haloutz avait pourtant estimé la veille que le transfert du terrain contrôlé par Tsaah à l'armée

libanaise prendrait d'«une semaine à dix jours».

Israël était parvenu après 34 jours d'offensive au Liban à occuper des positions allant jusqu'au fleuve Litani, frontière naturelle du Liban-Sud.

Sur un autre plan, Condoleezza Rice estime que le programme de règlement du conflit au Liban sera difficile à appliquer mais qu'il représente «un bon premier pas» pour une paix durable au Proche-Orient, dans une lettre ouverte publiée hier dans la presse.

«Pour la première fois, la communauté internationale a mis tout son poids derrière un projet politique concret pour aider le gouvernement libanais à mettre ces principes en pratique, y compris le désarmement de toutes les milices qui opèrent sur son territoire», a-t-elle assuré.

La résolution constituera aussi, après sa mise en œuvre, «un revers stratégique» pour la Syrie et l'Iran «qui ont cherché à prolonger et à intensifier la guerre», estime Mme Rice. Cependant, «quatre membres du Hezbollah ont été tués par l'armée israélienne dans trois incidents de violation de la trêve observés mardi dans le sud du Liban», a annoncé hier la Force intérimaire des Nations Unies au Liban. «Un échange de coups de feu a eu lieu entre les Forces de défense d'Israël et le Hezbollah dans le secteur de Hadata mardi après-midi», a indiqué la Finul dans un communiqué.

«Les patrouilles de la Finul arrivées sur les lieux peu après ont vu quatre corps de membres du Hezbollah tués qui ont été emportés dans une ambulance», a-t-elle précisé.

I. T./Agences

CONFLIT DU LIBAN

Entre résistances et pax americana

La Fondation du 8 Mai 1945 a, hier à la Bibliothèque nationale du Hama à Alger, réuni une pléiade d'universitaires, de politiques et de membres de la société civile algérienne.

Dédiée à la solidarité avec toutes les résistances, selon les propos du président de cette fondation et chercheur, le Dr Mohamed El Corso, cette rencontre a ainsi permis d'aborder la genèse et les implications du conflit meurtrier du Liban.

Un conflit explicite sous l'angle de la confrontation entre toutes les résistances, notamment celle du mouvement politique chiite libanais, le Hezbollah, qui a contribué à modifier l'équilibre régional, d'un côté, et d'autre part, la pax americana et son allié stratégique Israël, les Etats arabes étant devenus des entités virtuelles et nulles stratégiquement.

Une pax americana que les Etats-Unis veulent imposer, par l'usage exclusif de la force militaire, la mise en œuvre du projet du Nouveau Grand Moyen-Orient, ainsi que leur volonté

d'imposer leur propre conception de la démocratie, de la liberté et de la bonne gouvernance.

Ainsi, l'historien Moussa Zemour, l'universitaire Mustapha Sayedj et l'ancien chef du gouvernement, Ahmed Benbitour,

ont présenté lors de leurs interventions le contexte historique et actuel dans lequel se déroule ce conflit.

Néanmoins, des interventions qui n'ont pas échappé parfois à l'usage abusif d'une rhé-

torique éculée, de la passion et de l'irrationnel, nonobstant le discours académique et argumenté de l'universitaire Sayedj sur les subtilités de la politique étrangère américaine.

Chérif Bennaceur

L'ambassadeur palestinien rend visite au «Soir d'Algérie»

L'ambassadeur de Palestine en Algérie, Son Excellence Ahmed Abdel Razzeq El Salman, a rendu, hier, une visite de courtoisie au siège du *Soir d'Algérie*. La guerre du Liban et les agressions sionistes quotidiennes contre le peuple palestinien ont été les principaux thèmes sur lesquels, l'ambassadeur s'est exprimé tout en soulignant l'unité des différentes forces politiques palestiniennes qui reste vitale pour la sauvegarde du combat. L'ambassadeur de Palestine n'a pas manqué d'évoquer les souffrances des peuples libanais et palestinien



saluant par là même «le soutien honorable de l'Etat, du gouvernement et du peuple algériens»

aux résistances courageuses des peuples libanais et palestiniens. Il a évoqué également le rôle positif qu'a joué la presse algérienne durant la guerre du Liban et le soutien moral et matériel témoigné par tout le peuple algérien. Ahmed Abdel Razzeq El Salman n'avait cessé de rappeler lors de ses différents entretiens que l'Algérie avait été le premier pays qui avait acheminé 20 tonnes de médicaments à Ghaza et demeure l'unique nation qui s'acquitte solidièrement du montant de solidarité avec les Palestiniens.

I. T.